

ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE RISQUE LA PRISON POUR AVOIR CRITIQUÉ LES AUTORITÉS

Un journaliste indépendant a été arrêté pour avoir écrit un article critiquant les autorités tadjikes. Il risque jusqu'à deux ans et demi d'emprisonnement.

Makhmadyousouf Ismoïlov, journaliste à l'hebdomadaire *Nuri Zindagi* (« rayon de vie ») – dont le siège se trouve à Douchanbé – a été arrêté le 23 novembre dans la région reculée de Soghd, où il assurait la promotion du journal. Sa famille a été prévenue de son arrestation le 24 novembre et a engagé un avocat pour le défendre.

Selon ce dernier, Makhmadyousouf Ismoïlov a été inculpé de « diffamation criminelle » et d'« insulte par le biais des médias » mais ces charges n'ont pas trait à un article spécifique ni à un plaignant particulier. Le 29 novembre, le rédacteur en chef de *Nuri Zindagi* a reçu une lettre officielle du parquet du district d'Asht lui demandant des copies de tous les articles publiés qui avaient été rédigés par Makhmadyousouf Ismoïlov.

Ce dernier risque jusqu'à deux ans et demi d'emprisonnement s'il est reconnu coupable. *Nuri Zindagi* ayant reçu une lettre adressée par le procureur du district d'Asht, les collègues de Makhmadyousouf Ismoïlov pensent que les charges pesant sur lui sont liées à un article qu'il a écrit au sujet des autorités locales. Il y critiquait les organes locaux chargés du maintien de l'ordre et l'absence de justice dans le district.

Makhmadyousouf Ismoïlov est incarcéré dans un lieu de détention de la ville de Khoudjand, dans le nord du pays.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en tadjik, en russe, en anglais ou dans votre propre langue) :

- faites remarquer que le journaliste Makhmadyousouf Ismoïlov est détenu pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- demandez aux autorités de libérer cet homme immédiatement et sans condition.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 1^{ER} FÉVRIER 2011 À :

Président de la République

Emomali Rakhmon
Apparat Prezidenta Respubliki
Tadjikistan,
or. Rudaki 80,
734023 g. Dushanbe, Tadjikistan
Courriel : mail@president.tj
Formule d'appel : *Dear President Rakhmon, / Monsieur le Président,*

Ministre des Affaires étrangères

Zarif Khamrokhon
pr. Rudaki 42,
734051 Dushanbe, Tadjikistan
Fax : +992 37 221 02 59
Courriel : info@mfa.tj
Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

Copies à :

Procureur général
Sherkhon Salimzoda
Pr. A. Sino 126
734043 g. Dushanbe, Tadjikistan

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Tadjikistan dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE RISQUE LA PRISON POUR AVOIR CRITIQUÉ LES AUTORITÉS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Entouré par la Chine à l'Est, l'Afghanistan au Sud, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan au Nord, le Tadjikistan est un pays enclavé dont la population est estimée à 7,2 millions d'habitants. Il est devenu indépendant de l'Union soviétique en 1991. Le déclin économique du pays après l'effondrement de l'URSS a été aggravé par une guerre civile dévastatrice, de 1992 à 1997. Le président Emomali Rakhmon est au pouvoir depuis 1994. Il est parvenu à consolider le pays après la guerre civile. Il se voit comme le garant indispensable de la stabilité et de la paix face à la possibilité de nouveaux troubles, notamment en raison du contexte économique instable du pays et de la situation politique fragile en Afghanistan.

Amnesty International est grandement préoccupée par la situation des droits humains au Tadjikistan. Les actes de torture et les mauvais traitements infligés en toute impunité par des agents des forces de l'ordre sont très répandus dans le pays. Les violations du droit à un procès équitable sont fréquentes et les conditions de détention sont inhumaines dans de nombreuses prisons. Les violences à l'égard des femmes sont monnaie courante et la liberté de parole est restreinte.

En 2010, des groupes tadjiks et internationaux de défense des droits humains ont signalé que des journaux et des diffuseurs indépendants faisaient l'objet de poursuites civiles et pénales pour avoir critiqué le gouvernement. La pression sur les médias s'est accrue cette année, en particulier à la veille des élections parlementaires de février et à la suite d'une embuscade qui a eu lieu en septembre dans le district de Rasht. Cette attaque – imputable, semble-t-il, à des militants islamistes et à des groupes d'opposition – a fait 28 morts dans les rangs des forces gouvernementales. En septembre et octobre, les sites Internet d'agences de presse locales et un blog d'opposition auraient été bloqués par les autorités et des contrôles fiscaux auraient visé des médias qui avaient critiqué les autorités au sujet des événements de Rasht.

AU 261/10, EUR 60/005/2010, 21 décembre 2010

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

